

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 PERIGNY

Périgny, le 27 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EURO PALETTES CENTER**

Adresse du site : 7 rue du Pont des Salines 17000 LA ROCHELLE

Adresse du siège : 37 rue de Saint Symphorien 79000 NIORT

Références : 0100310373/2026-205

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement EURO PALETTES CENTER implanté 7 rue du pont des salines 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURO PALETTES CENTER
- 7 rue du pont des salines 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0100310373
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Europalettes Center est une entreprise de recyclage, tri et reconditionnement de palettes. Le site de stockage et de reconditionnement de La Rochelle qui se trouve rue du Pont des Salines n'est pas

connu comme installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Positionnement dans la rubrique 1532 (stockage de bois)	Décret du 24/09/2020	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté le 17 mars 2026 que le stockage de palettes dépassait le seuil de déclaration de la rubrique ICPE 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Positionnement dans la rubrique 1532 (stockage de bois)

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 24/09/2020
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Positionnement dans la rubrique 1532 (stockage de bois)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m<sup>3</sup> (Autorisation)</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur à 20 000 m<sup>3</sup> (Enregistrement)</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup> (Déclaration)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection du 17 mars 2026, il a été constaté la présence d'un stockage de matériaux combustibles sur le site situé au 7 rue du Pont des Salines à La Rochelle.</p> <p>L'exploitant indique qu'il entrepose des palettes de bois pour les trier, les reconditionner, et les réinjecter sur le circuit logistique : ostréiculteurs, enseignes commerciales locales, etc.</p> <p>L'inspection constate la présence de 1150 m<sup>3</sup> de palettes réparties en plusieurs zones, certaines sont gerbées, d'autres sont entassées et en voie de décomposition.</p>

Au vu du volume de combustible constaté, cette activité est donc soumise à déclaration au titre de la rubrique 1532 des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le seuil de classement dans cette rubrique étant fixé à 1000 m<sup>3</sup>.

Or l'exploitant ne dispose pas de récépissé de déclaration ou de preuve de dépôt de télédéclaration tel que prescrit par l'article R.512-48 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, l'inspection a constaté les éléments suivants :

- 3 extincteurs de 50 kg portant la vignette de vérification périodique pour l'année 2025,
- aucun autre moyen d'extinction n'est visible sur le site.

L'inspection note que les trois extincteurs se trouvent en intérieur, l'exploitant a indiqué le 17 mars 2026 que les trois appareils ont été regroupés dans le local pour procéder à leur visite périodique et qu'il doit les repositionner en extérieur à l'issue. L'étiquette indique une échéance fixée à juillet 2026 pour la prochaine visite périodique. L'inspection note toutefois que la poussière présente sur les extincteurs semble indiquer que ces derniers n'ont pas été positionnés récemment dans le local.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant effectue sous 2 mois à réception du présent rapport :

- une télédéclaration au titre de la rubrique 1532 des installations classées pour la protection de l'environnement,
- ou
- diminue son stockage de façon à rester sous le seuil de classement de 1000 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois